

LE SOIR	LA LIBRE BELGIQUE	LA CITE -	<b>«La Wallonie»</b>	LE DERNIER CRI
<b>LA DERNIERE HEURE</b>	L'ECHO DE LA BOURSE	THE WALL STREET JOURNAL.	Le Monde	
HERALD TRIBUNE.	Financial Times	LE VIF L'EXPRESS	<b>Pourquoi Pas?</b>	Bulletin
				NOY press news

GRECE

# Le Premier ministre Papandréou ouvre

Le Premier ministre socialiste grec, Andréas Papandréou, a ouvert jeudi une crise politique en désavouant publiquement son ministre de l'Economie, M. Costas Simitis, qui a présenté sa démission. A. Papandréou n'a pu que l'accepter en raison du refus de M. Simitis de s'associer à ses propos de mercredi soir devant le Parlement. Le Premier ministre avait alors annoncé une importante modification de la politique

salariale pour l'année 1988, pourtant arrêtée en comité ministériel quelques jours auparavant. Il a ainsi annoncé l'octroi dès le 1<sup>er</sup> janvier prochain d'une augmentation de 4,5 pour-cent des salaires du secteur public, que M. Simitis avait prévue pour le 1<sup>er</sup> mai 1988.

Ce revirement du Premier ministre résulte des réactions très négatives de l'ensemble de la classe syndicale, politique, des

conservateurs aux communistes, y compris certains éléments de sa propre majorité, estiment les observateurs.

Depuis octobre 1985, la Grèce vit sous un plan d'austérité qui devait en principe se terminer à la fin de cette année. Ce plan se caractérise notamment par un strict encadrement de l'évolution des salaires, dont l'augmentation est décidée par décret gouvernemental tous les quatre mois, et dont le

taux est fixé en fonction des résultats de la lutte contre l'inflation.

Mais, devant les mauvais chiffres attendus pour l'année 1987 en matière de lutte contre l'inflation (18 pour-cent au lieu des 10 pour-cent escomptés), le ministre de l'Economie, avec l'accord du gouvernement et même de la Commission européenne de Bruxelles, avait annoncé un blocage de fait des salaires pendant

## une crise politique

les quatre prochains mois. En avançant les augmentations salariales, le Premier ministre espère faire l'économie d'une agitation sociale après le mouvement étudiant de ces dernières semaines, soulignent les observateurs.

Jeudi matin, la presse, qui présentait déjà mercredi soir la démission de M. Simitis, relevait non seulement le « camouflet » de Papandréou à son ministre, mais également l'« incohérence » ou le

« ridicule » de la politique du Premier ministre en matière salariale.

Néanmoins, devant l'impopularité d'autres mesures prévues dans le projet de budget 1988 (dont une hausse de 28,8 pour-cent des impôts directs et de 16,5 pour-cent des impôts indirects), des élections anticipées semblent exclues dans l'immédiat. Elles sont normalement prévues en juin 1989, ce qu'a d'ailleurs rappelé devant les parlementaires A. Papandréou.